

# **EXCLUSIVE NETWORKS SA**

Société anonyme

20, quai du Point du Jour  
92100 Boulogne-Billancourt

---

## **Rapport des Commissaires aux comptes sur l'émission d'actions et de diverses valeurs mobilières avec maintien et/ou suppression du droit préférentiel de souscription**

Assemblée Générale mixte du 8 juin 2023  
15<sup>ième</sup>, 16<sup>ième</sup>, 17<sup>ième</sup>, 18<sup>ième</sup>, 19<sup>ième</sup> et 20<sup>ième</sup> résolutions



Mazars  
61, rue Henri Regnault  
92400 Courbevoie



Deloitte & Associés  
6, place de la Pyramide  
92908 Paris-La Défense Cedex

# EXCLUSIVE NETWORKS SA

Société anonyme

20, quai du Point du Jour  
92100 Boulogne-Billancourt

---

## **Rapport des Commissaires aux comptes sur l'émission d'actions et de diverses valeurs mobilières avec maintien et/ou suppression du droit préférentiel de souscription**

Assemblée Générale mixte du 8 juin 2023  
15<sup>ième</sup>, 16<sup>ième</sup>, 17<sup>ième</sup>, 18<sup>ième</sup>, 19<sup>ième</sup> et 20<sup>ième</sup> résolutions

---

A l'Assemblée Générale de la société EXCLUSIVE NETWORKS SA,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société (la « Société ») et en exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 et L. 225-135 et suivants ainsi que par l'article L. 22-10-52 du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur les propositions de délégation à votre Conseil d'administration de différentes émissions d'actions et/ou de valeurs mobilières, opérations sur lesquelles vous êtes appelés à vous prononcer.

Votre Conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport :

- de lui déléguer, pour une durée de 26 mois à compter de la présente Assemblée Générale, la compétence pour décider des opérations suivantes et fixer les conditions définitives de ces émissions et vous propose, le cas échéant, de supprimer votre droit préférentiel de souscription :
  - émission avec maintien du droit préférentiel de souscription (15<sup>ième</sup> résolution) d'actions ordinaires, ou de valeurs mobilières régies par les articles L.228-91 et suivants et L. 228-92 alinéa 1 du code de commerce, ou de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créances, ainsi que de toutes autres valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital de la Société à émettre ;

- émission avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offre au public, autre que celles visées à l'article L. 411-2 1° du code monétaire et financier (16<sup>ième</sup> résolution) :

- (a) d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières régies par les articles L. 228-92 alinéa 1, L. 228-93 alinéas 1 et 3 ou L. 228-94 alinéa 2 du code de commerce donnant accès au capital de la Société ou d'une société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, ou d'une société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié de son capital, les valeurs mobilières pouvant donner droit à l'attribution de titres de créances régies par les articles L. 228-92 alinéa 1, L. 228-93 alinéas 1 et 3 ou L. 228-94 alinéa 2 du code de commerce,

- (b) d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société à émettre à la suite de l'émission, par une société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société,

étant précisé que ces titres pourront émis à l'effet de rémunérer des titres apportés à une offre publique d'échange initiée par la Société, dans les limites et sous les conditions prévues par l'article L. 22-10-54 du code de commerce ;

- émission avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offre au public visée à l'article L. 411-2 1° du code monétaire et financier (17<sup>ième</sup> résolution) :

- (a) d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières régies par les articles L. 228-92 alinéa 1, L. 228-93 alinéas 1 et 3 ou L. 228-94 alinéa 2 du code de commerce donnant accès au capital de la Société ou d'une société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, ou d'une société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié de son capital, les valeurs mobilières pouvant donner droit à l'attribution de titres de créances régies par les articles L. 228-92 alinéa 1, L. 228-93 alinéas 1 et 3 ou L. 228-94 alinéa 2 du code de commerce,

- (b) d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société à émettre à la suite de l'émission, par une société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;

- de l'autoriser, par la 19<sup>ième</sup> résolution et dans le cadre de la mise en œuvre des délégations visées aux 16<sup>ième</sup> et 17<sup>ième</sup> résolutions, à fixer le prix d'émission dans la limite légale annuelle de 10 % du capital social ;
- de lui déléguer, pour une durée de 26 mois à compter de la présente Assemblée Générale, les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder à une émission d'actions, de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances de la Société ainsi que de toutes autres valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital de la Société à émettre, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L. 22-10-54 du code de commerce ne sont pas applicables (20<sup>ième</sup> résolution) dans la limite de 10 % du capital à la date de la présente Assemblée Générale.

Le montant nominal global des augmentations du capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, ne pourra excéder, selon la 15<sup>ième</sup> résolution, 50% du capital social de la Société au jour de la présente Assemblée Générale au titre des 15<sup>ième</sup>, 16<sup>ième</sup>, 17<sup>ième</sup>, 18<sup>ième</sup>, 19<sup>ième</sup> et 20<sup>ième</sup> résolutions fixé par la 15<sup>ième</sup> résolution, étant précisé que le montant nominal des augmentations du capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, ne pourra excéder :

- 50% du capital social de la Société au titre de la 15<sup>ième</sup> résolution ;
- 10% du capital social de la Société au titre de chacune des 16<sup>ième</sup>, 17<sup>ième</sup> et 20<sup>ième</sup> résolutions, ce montant constituant également, selon la 16<sup>ième</sup> résolution, le plafond pour l'ensemble des 16<sup>ième</sup>, 17<sup>ième</sup>, 18<sup>ième</sup>, 19<sup>ième</sup> et 20<sup>ième</sup> résolutions.

Le montant nominal global des valeurs mobilières représentatives de titres de créances susceptibles d'être émis ne pourra excéder 400 000 000 euros au titre de chacune et de l'ensemble des 15<sup>ième</sup>, 16<sup>ième</sup> et 17<sup>ième</sup> résolutions.

Ces plafonds tiennent compte du nombre supplémentaire de titres à créer dans le cadre de la mise en œuvre des délégations visées aux 15<sup>ième</sup>, 16<sup>ième</sup> et 17<sup>ième</sup> résolutions, dans les conditions prévues à l'article L. 225-135-1 du code de commerce, si vous adoptez la 18<sup>ième</sup> résolution.

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant ces opérations, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Conseil d'administration relatif à ces opérations et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions des émissions qui seraient décidées, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre, données dans le rapport du Conseil d'administration au titre des 16<sup>ième</sup>, 17<sup>ième</sup> et 19<sup>ième</sup> résolutions.

Par ailleurs, ce rapport ne précisant pas les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre dans le cadre de la mise en œuvre des 15<sup>ième</sup> et 20<sup>ième</sup> résolutions, nous ne pouvons donner notre avis sur le choix des éléments de calcul de ce prix d'émission.

Les conditions définitives dans lesquelles les émissions seront réalisées n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci, et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite dans les 16<sup>ième</sup> et 17<sup>ième</sup> résolutions.

Conformément à l'article R. 225-116 du code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de ces délégations par votre Conseil d'administration en cas d'émission de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre et en cas d'émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription.

A Courbevoie et Paris La Défense, le 17 mai 2023

Les Commissaires aux comptes

Mazars

Deloitte & Associés



Marc BIASIBETTI

DocuSigned by:  
*Jean-Marie Le Guiner*  
F8F576C31878446...

Jean-Marie LE GUINER

**Certificat de réalisation**

Identifiant d'enveloppe: EF603F9482DE4061824FDDDBEF76FED  
 Objet: Complétez avec DocuSign : EXN - Rapport CAC délégation globale.pdf  
 Région:  
 Enveloppe source:  
 Nombre de pages du document: 5  
 Nombre de pages du certificat: 4  
 Signature dirigée: Activé  
 Horodatage de l'enveloppe: Activé  
 Fuseau horaire: (UTC+01:00) Bruxelles, Copenhague, Madrid, Paris

État: Complétée

Émetteur de l'enveloppe:  
 Justine COUDRAIS  
 -Tour Exaltis- 61, rue Henri Regnault  
 Courbevoie, France 92400  
 justine.coudrais@mazars.fr  
 Adresse IP: 147.161.185.3

**Suivi du dossier**

État: Original  
 17 mai 2023 | 16:55  
 Titulaire: Justine COUDRAIS  
 justine.coudrais@mazars.fr  
 Emplacement: DocuSign

**Événements de signataire**

Jean-Marie Le Guiner  
 jleguiner@deloitte.fr  
 Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de compte (aucune)

**Signature**

DocuSigned by:  
  
 F8F576C31878446...

**Horodatage**

Envoyée: 17 mai 2023 | 16:55  
 Consultée: 17 mai 2023 | 17:12  
 Signée: 17 mai 2023 | 17:12

Sélection d'une signature : Style présélectionné  
 En utilisant l'adresse IP: 92.184.98.124  
 Signé à l'aide d'un périphérique mobile

**Divulgaration relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques:**

Accepté: 28 mars 2023 | 19:51  
 ID: 99490486-81d8-4fa8-bcaf-95962eef747a

**Événements de signataire en personne Signature****Horodatage**

Événements de livraison à l'éditeur

État

Horodatage

Événements de livraison à l'agent

État

Horodatage

Événements de livraison intermédiaire

État

Horodatage

Événements de livraison certifiée

État

Horodatage

Événements de copie carbone

État

Horodatage

Événements de témoins

Signature

Horodatage

Événements notariaux

Signature

Horodatage

Récapitulatif des événements de l'enveloppe

État

Horodatages

Enveloppe envoyée  
 Livraison certifiée  
 Signature complétée  
 Complétée

Haché/crypté  
 Sécurité vérifiée  
 Sécurité vérifiée  
 Sécurité vérifiée

17 mai 2023 | 16:55  
 17 mai 2023 | 17:12  
 17 mai 2023 | 17:12  
 17 mai 2023 | 17:12

Événements de paiement

État

Horodatages

**Divulgaration relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques**

## **ELECTRONIC RECORD AND SIGNATURE DISCLOSURE**

From time to time, MAZARS France Global (we, us or Company) may be required by law to provide to you certain written notices or disclosures. Described below are the terms and conditions for providing to you such notices and disclosures electronically through the DocuSign system. Please read the information below carefully and thoroughly, and if you can access this information electronically to your satisfaction and agree to this Electronic Record and Signature Disclosure (ERSD), please confirm your agreement by selecting the check-box next to 'I agree to use electronic records and signatures' before clicking 'CONTINUE' within the DocuSign system.

### **Getting paper copies**

At any time, you may request from us a paper copy of any record provided or made available electronically to you by us. You will have the ability to download and print documents we send to you through the DocuSign system during and immediately after the signing session and, if you elect to create a DocuSign account, you may access the documents for a limited period of time (usually 30 days) after such documents are first sent to you. After such time, if you wish for us to send you paper copies of any such documents from our office to you, you will be charged a \$0.00 per-page fee. You may request delivery of such paper copies from us by following the procedure described below.

### **Withdrawing your consent**

If you decide to receive notices and disclosures from us electronically, you may at any time change your mind and tell us that thereafter you want to receive required notices and disclosures only in paper format. How you must inform us of your decision to receive future notices and disclosure in paper format and withdraw your consent to receive notices and disclosures electronically is described below.

### **Consequences of changing your mind**

If you elect to receive required notices and disclosures only in paper format, it will slow the speed at which we can complete certain steps in transactions with you and delivering services to you because we will need first to send the required notices or disclosures to you in paper format, and then wait until we receive back from you your acknowledgment of your receipt of such paper notices or disclosures. Further, you will no longer be able to use the DocuSign system to receive required notices and consents electronically from us or to sign electronically documents from us.

### **All notices and disclosures will be sent to you electronically**

Unless you tell us otherwise in accordance with the procedures described herein, we will provide electronically to you through the DocuSign system all required notices, disclosures, authorizations, acknowledgements, and other documents that are required to be provided or made available to you during the course of our relationship with you. To reduce the chance of you inadvertently not receiving any notice or disclosure, we prefer to provide all of the required notices and disclosures to you by the same method and to the same address that you have given us. Thus, you can receive all the disclosures and notices electronically or in paper format through the paper mail delivery system. If you do not agree with this process, please let us know as described below. Please also see the paragraph immediately above that describes the consequences of your electing not to receive delivery of the notices and disclosures electronically from us.

### **How to contact MAZARS France Global:**

You may contact us to let us know of your changes as to how we may contact you electronically, to request paper copies of certain information from us, and to withdraw your prior consent to receive notices and disclosures electronically as follows:

#### **To advise MAZARS France Global of your new email address**

To let us know of a change in your email address where we should send notices and disclosures electronically to you, you must send an email message to us at [mazars@mazars.com](mailto:mazars@mazars.com) and in the body of such request you must state: your previous email address, your new email address.

If you created a DocuSign account, you may update it with your new email address through your account preferences.

#### **To request paper copies from MAZARS France Global**

To request delivery from us of paper copies of the notices and disclosures previously provided by us to you electronically, you must send us an email to [mazars@mazars.com](mailto:mazars@mazars.com) and in the body of such request you must state your email address, full name, mailing address, and telephone number.

#### **To withdraw your consent with MAZARS France Global**

To inform us that you no longer wish to receive future notices and disclosures in electronic format you may:

- i. decline to sign a document from within your signing session, and on the subsequent page, select the check-box indicating you wish to withdraw your consent, or you may;

ii. send us an email to and in the body of such request you must state your email, full name, mailing address, and telephone number. . .

### **Required hardware and software**

The minimum system requirements for using the DocuSign system may change over time. The current system requirements are found here: <https://support.docusign.com/guides/signer-guide-signing-system-requirements>.

### **Acknowledging your access and consent to receive and sign documents electronically**

To confirm to us that you can access this information electronically, which will be similar to other electronic notices and disclosures that we will provide to you, please confirm that you have read this ERSD, and (i) that you are able to print on paper or electronically save this ERSD for your future reference and access; or (ii) that you are able to email this ERSD to an email address where you will be able to print on paper or save it for your future reference and access. Further, if you consent to receiving notices and disclosures exclusively in electronic format as described herein, then select the check-box next to ‘I agree to use electronic records and signatures’ before clicking ‘CONTINUE’ within the DocuSign system.

By selecting the check-box next to ‘I agree to use electronic records and signatures’, you confirm that:

- You can access and read this Electronic Record and Signature Disclosure; and
- You can print on paper this Electronic Record and Signature Disclosure, or save or send this Electronic Record and Disclosure to a location where you can print it, for future reference and access; and
- Until or unless you notify MAZARS France Global as described above, you consent to receive exclusively through electronic means all notices, disclosures, authorizations, acknowledgements, and other documents that are required to be provided or made available to you by MAZARS France Global during the course of your relationship with MAZARS France Global.